

“Le Pacte est la dernière chance de réformer notre enseignement”

■ La Fondation pour l'enseignement lance un appel aux politiques.

En décembre, syndicats, associations de parents et réseaux de l'enseignement, qui composent le groupe central du Pacte d'excellence, présentaient leur troisième avis. Ce document constituait la feuille de route qui définissait, dans ses grandes lignes et ses grands équilibres, l'horizon que se fixait le Pacte d'excellence. Ce dernier se présentait comme une réforme globale et systémique, soucieuse de rendre l'enseignement francophone plus efficace et équitable.

Cet avis rédigé, il revient depuis lors au politique de planifier la réforme et de la traduire en de multiples décrets. Comme l'a régulièrement répété la ministre de l'Education Marie-Martine Schyns (CDH), le Pacte est une réforme qui se concrétisera progressivement sur plus de dix ans.

Pour l'heure, jamais le Pacte n'a fait l'unanimité sur le terrain. Bien de ses aspects font polémique. Mais jamais non plus le gouvernement PS-CDH à la Fédération Wallonie-Bruxelles n'a voulu le lâcher. Il a répété qu'il pourrait être amendé, que les critiques du terrain seraient entendues pour qu'il s'inscrive au mieux dans le paysage francophone, mais que les grands équilibres rédigés par les acteurs institutionnels ne seraient pas bouleversés.

Le doute politique

Depuis deux semaines cependant, la crise politique a plongé le Pacte dans le brouillard. Que deviendra-t-il, alors que le MR, notamment, regrette certains de ses piliers tels que l'allongement jusqu'à 15 ans du tronc commun ? Il y a dix jours, les membres du groupe central ont ré-

digé un appel solennel pour que leur troisième avis soit respecté. Ce lundi, c'est au tour de la Fondation pour l'enseignement de soutenir fermement la réforme. *“L'ensemble du paysage politique doit envoyer un signal clair pour dire qu'il respectera le cap fixé par le Pacte”*, insistent Luc Willame et Olivier Remels, respectivement président et secrétaire général d'une fondation qui rassemble l'ensemble des réseaux et les deux organisations représentatives des entreprises en Wallonie et à Bruxelles, et qui a pour objectif de rapprocher le monde de l'école et celui de l'entreprise.

“Il y a bien entendu des aspects du Pacte qui peuvent être négociés, mais on ne peut remettre à plat les équilibres qui sont issus de plus de deux années de travail qui ont impliqué l'ensemble des forces vives de la société civile. Le Pacte est une occasion unique

de rendre notre enseignement plus efficace et plus équitable. Tout le monde est aujourd'hui inquiet de l'affaiblissement de notre enseignement, on ne peut plus perdre de temps”, avertit Luc Willame.

Pour la Fondation, le Pacte a été initié par le politique, mais la réforme ne lui appartient plus. *“Elle est celle des acteurs”*, rappelle Olivier Remels.

Non au marchandage

La grande crainte de la Fondation est que les discussions repartent de zéro. On ne peut plus se permettre de perdre du temps, fait-elle comprendre en substance. Le monde évolue très rapidement, le nombre de jeunes en décrochage est important et la qualité globale de l'enseignement laisse à désirer. Le travail et l'investissement des acteurs ont été tels durant plus de deux ans, que *“si on ne réussit pas cette réforme, on n'en réussira pas d'autres. Le Pacte constitue la dernière chance pour réformer notre enseignement”*, souligne Luc Willame.

Depuis deux semaines, la crise a plongé le Pacte dans le brouillard

Mais alors, au-delà du signal politique fort en faveur du Pacte qui est souhaité par la Fondation, que faire ? *“Communiquer au mieux au sujet de la réforme”*, développent Luc Willame et Olivier Remels. *“Le défi, c'est l'appropriation d'une telle réforme, poursuit ce dernier. Il faut que chaque enseignant, sur le terrain, puisse se saisir du Pacte et voir en quoi celui-ci lui permettra d'aider les jeunes, d'éveiller des talents et des vocations. Cette appropriation est un enjeu difficile, mais indispensable.”*

Beaucoup de critiques visent le Pacte, regrettant une réforme rédigée par les

grands acteurs institutionnels plutôt que par les acteurs de terrain. Olivier Remels et Luc Willame ne voient cependant pas comment il aurait pu être imaginé différemment. *“C'est impossible de construire une réforme avec tout le monde. Ici, elle a été écrite par les représentants des acteurs du terrain. La société connaît certes une crise de la représentativité, mais le Pacte est la réforme des acteurs, et non un projet imposé du haut. Il n'est pas non plus basé sur une vision politique de la société, poursuit Luc Willame. Il prend appui sur un diagnostic partagé et avance une série de propositions concrètes. En ce sens, il ne peut faire l'objet de prochains marchandages politiques.”*

“Aujourd'hui, conclut Olivier Remels, le Pacte se présente comme une occasion pour le politique. A lui de prouver qu'il peut faire avancer, dans le cadre d'une bonne gouvernance, une réforme ambitieuse et urgente.”

BdO